

Initiatives ministérielles

Qu'a-t-il fait en ce qui touche les impôts? Ils les a augmentés 31 fois. Et je ne parle pas de la TPS, qui n'est pas encore en vigueur.

Si tout marche comme prévu ou comme le veut le gouvernement, ce monstre s'abattra sur nous le 1^{er} janvier. Pas étonnant qu'on n'ait plus confiance.

Mon collègue d'Etobicoke, qui m'a précédé, a parlé de la politique de resserrement du crédit qu'applique le gouvernement et qu'il juge insensée. Est-il raisonnable de se poser les questions suivantes: le gouvernement est-il devenu fou? John Crow est-il devenu fou? le ministre des Finances est-il devenu fou? ses collaborateurs sont-ils devenus fous? Toutes les personnes responsables du gouvernement sont-elles devenues folles?

Les éditorialistes du *Globe and Mail* appuient cette folie-là. Ce journal n'est-il pas d'ailleurs l'apologiste des conservateurs?

Les taux d'intérêt canadiens sont supérieurs de plus de cinq points aux taux américains. Pensez-y. C'est un écart sans précédent. Le taux d'inflation est pratiquement le même d'un côté comme de l'autre de la frontière. Mais nos intérêts sont plus élevés de cinq points. Quelle est la conséquence de cet écart? Elle est fort évidente. Les entreprises canadiennes ont de la difficulté à soutenir la concurrence sur le marché américain et à y vendre leurs produits. Cette politique de taux d'intérêt élevés fait disparaître des emplois. Les maisons coûtent beaucoup plus cher. Les voitures aussi. Tout ce que les Canadiens achètent à crédit coûte beaucoup plus cher.

J'ai déjà parlé des indicateurs révélant que l'économie est engagée dans la mauvaise voie. Je puis vous dire que le secteur du logement—et c'est un des indicateurs—est dans le marasme au Canada. Le secteur du commerce de détail est dans le marasme lui aussi. L'économie est en crise. L'économie s'effondre. Pour la première fois depuis 1982, l'économie a affiché une baisse pendant deux mois consécutifs, et tout cela compose un tableau très inquiétant. Les Canadiens disent: «Ca suffit. Nous en avons assez de ces inepties.» Ils font savoir haut et fort au ministre des Finances qu'il est temps d'abandonner sa politique insensée de taux d'intérêt élevés, sa confiance exagérée dans la politique monétaire. Mais le ministre écoute-t-il? Se donne-t-il jamais la peine d'écouter, monsieur le Président? Je dois dire à regret que la

réponse à cette question est non. Le gouvernement actuel ne semble jamais écouter les Canadiens.

Les Canadiens n'aiment pas la TPS. Le gouvernement les écoute-t-il? Les Canadiens n'aiment pas l'Accord de libre-échange. Écoute-t-il? Les Canadiens n'aiment pas les réductions apportées du service de VIA Rail. Écoute-t-il? Les Canadiens n'aiment pas la récupération des pensions de vieillesse et des allocations familiales. Écoute-t-il? Les Canadiens n'aiment pas le transfert de la dette fédérale aux provinces. Écoute-t-il? Les Canadiens n'aiment pas les compressions budgétaires imposées aux programmes pour les autochtones et pour les femmes. Écoute-t-il? Ils n'aiment pas le voir abandonner le financement du régime d'assurance-chômage. Écoute-t-il? Jamais de la vie!

Pas étonnant qu'il y ait une crise de confiance au Canada. Les Canadiens estiment de plus en plus que le gouvernement actuel est complètement déphasé, qu'il a complètement perdu le contact avec la réalité. Il n'a plus l'autorité morale pour gouverner. Sa cote de popularité dans les sondages est tombée au niveau sans précédent de 15 p. 100. Le parti conservateur ne forme le gouvernement que parce qu'il a remporté plus de sièges aux élections de 1988, lesquelles ont été payées, achetées, par les grandes entreprises.

J'ai dit que le gouvernement n'était plus maître de la situation et qu'il avait perdu tout contact avec la réalité. Je m'explique. Il dit que le déficit l'inquiète. Dieu du ciel! Nous n'entendons rien d'autre depuis les élections de 1988. Qu'est-ce qui, plus que tout le reste, aggrave le déficit? La politique de taux d'intérêt élevés du gouvernement. La cherté de l'argent rend les opérations financières du gouvernement plus coûteuses. Le gouvernement va payer cette année, je dis bien, 41 milliards en intérêts sur la dette publique. C'est plus qu'il ne paie en salaires. Pas étonnant qu'il y ait une crise de confiance.

D'autres faits viennent ébranler notre confiance. Prenons, par exemple, les révélations faites l'autre jour sur les majorations de traitement accordées aux dirigeants de CN Rail. La rémunération des cinq plus haut dirigeants a été augmentée en moyenne de 18,7 p. 100. Le président du CN a touché une augmentation de 10,5 p. 10 qui porte son traitement annuel à 416 000 \$. Le vice-président du groupe CN reçoit beaucoup plus, proportionnellement; il reçoit une augmentation de 40 p. 100! Il touche mainte-